



Rapport Financier 2010

SOMMAIRE

A/ Déclaration des personnes physiques responsables.....Page 4

B/ Comptes annuels

I/ Bilan.....Page 6

II / Résultat.....Page 8

III/ Tableau de flux de trésorerie..... Page 9

IV/ Variation des capitaux propres.....Page 10


V / AnnexePage 11

C/ Rapport de gestionPage 33

D/ Rapport des contrôleurs légaux.....Page 50

A/ Déclaration des personnes physiques responsables

J'atteste qu'à ma connaissance les comptes présentés dans le rapport financier annuel 2010 sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et que le rapport de gestion présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la société ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquelles elle est confrontée.

A handwritten signature in black ink, consisting of several loops and a long vertical stroke extending downwards.

Le Président du Conseil d'administration
Eric FISCHMEISTER

B/ Comptes annuels

I/ Bilan

BILAN ACTIF	31/12/2010			31/12/2009
	Brut	Amortissements et provisions	Net	Net
	en K€			
Immobilisations incorporelles				
Frais de développement	101	101		7
Concession, brevets et droits similaires	60	60		
Fonds commercial	8 757	593	8 164	8 164
Autres immobilisation incorporelles	43	42	1	3
Immobilisations corporelles				
Immobilisations corporelles				
Constructions	8	2	6	
Autres immobilisations corporelles	1 648	1 084	564	641
Immobilisations en cours				
Immobilisations financières				
Titres de participations				
Prêts	7		7	9
Autres immobilisations financières	20		20	901
Total I	10 644	1 882	8 762	9 724
Avances et acomptes versés sur commandes	45		45	94
Créances				
Clients et comptes rattachés	9 448	239	9 208	8 759
Autres créances	1 547		1 547	508
Valeurs mobilières de placement	6 256		6 256	5 935
Disponibilités	819		819	559
Charges constatées d'avance	258		258	157
Total II	18 374	239	18 134	16 013
TOTAL ACTIF	29 018	2 122	26 896	25 738

BILAN PASSIF	31/12/2010	31/12/2009
en K €		
Capitaux propres		
Capital	534	591
Prime d'émission, de fusion, d'apport	8 318	9 117
Réserve légale	86	86
Réserve réglementée		
Autres réserves	750	
Report à nouveau	4 233	4 515
Résultat	2 328	1 000
Total I	16 248	15 309
Provisions pour risques et charges		
Provisions pour risques	344	865
Provisions pour charges		
Total II	344	865
Dettes		
Emprunts obligataire convertibles		
Emprunts et dettes financières	3	3
Emprunts et dettes financières divers	201	261
Fournisseurs et comptes rattachés	1 982	2 276
Dettes fiscales et sociales	6 417	5 862
Dettes sur immobilisation et comptes rattachés		
Autres dettes	554	119
Produits constatés d'avance	1 148	1 044
Total III	10 304	9 564
TOTAL PASSIF	26 896	25 738

II / Résultat

COMPTE DE RESULTAT	31/12/2010	31/12/2009
	en K€	
Chiffre d'affaires	33 050	34 118
Production immobilisée		
Subventions d'exploitation		
Reprises sur amortissements et provisions, transfert de charges	107	108
Autres produits		1
Total produits d'exploitation	33 158	34 227
Achats de marchandises		
Autres achats et charges externes	7 457	8 009
Impôts, taxes et versements assimilés	959	948
Salaires et traitements	16 151	16 232
Charges sociales	8 119	8 103
Dotations aux amortissements des immobilisations	178	182
Dotations aux provisions sur actif circulant	3	88
Dotations aux provisions pour risques et charges		109
Autres charges		
Total charges d'exploitation	32 867	33 671
Résultat d'exploitation	291	555
Produits financiers de participations		
Autres intérêts et produits assimilés		
Reprises sur provisions et transfert de charges	1	1
Différence positive de change		
Produits nets sur cessions de VMP	34	33
Total produits financiers	35	34
Dotations aux provisions		1
Intérêts et charges assimilées	1	5
Différence négative de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total charges financières	1	5
Résultat financier	34	29
Résultat courant avant impôts	325	584
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	3	71
Produits exceptionnels sur opérations en capital		
Reprise prov. Pour risques & charges except.	544	98
Total produits exceptionnels	546	169
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	294	426
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	1	
Autres Charges exceptionnelles		
Dotations aux amortissements et aux provisions	100	476
Total charges exceptionnelles	395	901
Résultat exceptionnel	151	-732
Participation des salariés aux résultats	316	
Impôt sur les bénéfices	-2 168	-1 147
Bénéfice ou perte	2 328	1 000
Résultat par action (en Euros)	0,9	0,4
Résultat dilué par action (en Euros)	0,9	0,4

III/ Tableau de flux de trésorerie

(En K€)	31/12/2010	31/12/2009
Résultat net	2 328	1 000
Dotations nettes aux amortissements et provisions	-343	797
Plus ou moins values de cessions d'immobilisations	1	
Mali de fusion SCM		115
Impôt calculé	-2 168	-1 147
Marge brute d'autofinancement	-182	764
Variation du besoin en fonds de roulement d'exploitation	312	753
Crédit d'impôt recherche remboursé	1 292	1 147
Flux net de trésorerie généré par l'activité	1 421	2 664
Acquisitions d'immobilisations	-216	-762
Cessions d'immobilisations	27	
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	-189	-762
Réduction de capital		
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	-591	
Encaissements d'emprunts		60
Remboursements d'emprunts	-60	-40
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	-651	20
Incidence des variations de taux de change		
Variation de trésorerie	581	1 922
Trésorerie à l'ouverture	6 494	4 567
Trésorerie à la clôture	7 075	6 494

IV/ Variation des capitaux propres

	Capital	Primes	Réserves	Report à nouveau	Résultat	Dividendes	Total Capitaux Propres
Capitaux propres au 31/12/07	648	9 890	1 331	1 962	-8		13 823
Affectation du résultat 2007			115	-123	8		
Réduction de capital	-57	-773					-830
Résultat au 31/12/2008					1 316		1 316
Capitaux propres au 31/12/08	591	9 117	1 446	1 839	1 316		14 309
Affectation du résultat 2008			-1 360	2 676	-1 316		
Résultat au 31/12/2009					1 000		1 000
Capitaux propres au 31/12/2009	591	9 117	86	4 515	1 000		15 309
Affectation du résultat 2009			750	-283	-1 000	532	-532
Réduction de capital	-57	-799					-857
Résultat au 31/12/2010					2 328		2 328
Capitaux propres au 31/12/2010	534	8 318	836	4 233	2 328	532	16 248

V / Annexe

La société SOFT COMPUTING SA a son siège social au 55, Quai de Grenelle 75015 PARIS et son numéro SIRET est 330 076 159 000 79.

Soft Computing est la société de référence dans la valorisation des données et leur transformation en performances. Elle offre des services de conseil, de technologie et de marketing services pour aider ses clients - Banque & Assurance, Distribution & VPC, Industrie, Services et Télécoms, Tourisme & Transport - à améliorer leur performance par la création et la mise en place de solutions business et technologiques basées sur la transformation d'informations en actions.

Soft Computing est cotée à Paris dans le compartiment C d'Euronext.

Les états financiers ont été arrêtés par le Conseil d'Administration en date du 15 mars 2011.

Le bilan avant répartition de l'exercice clos le 31 décembre 2010 a un total qui s'élève à 26 896 K euros et le compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, et dégage un résultat courant de 325 K euros et un bénéfice de 2 328 K euros.

L'exercice a une durée de douze mois, recouvrant la période du 01/01/2010 au 31/12/2010.

Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels :

- . Faits caractéristiques
- . Règles et méthodes comptables
- . Détail des principaux postes du bilan et du compte de résultat

FAITS CARACTERISTIQUES

Le résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2010, tient compte :

- du produit du remboursement du Crédit d'Impôt Recherche 2009 soit 1292 K€ dont la créance n'avait pas été comptabilisée au 31 décembre 2009 car l'identification des projets éligibles au Crédit d'Impôt Recherche ainsi que son calcul n'étaient pas achevés à la date d'arrêté des comptes annuels (les comptes 2009 comprenaient donc le CIR 2008)
- de la créance relative au Crédit d'Impôt Recherche 2010 soit 1 000 K€, la société ayant été en mesure de procéder à l'identification et l'évaluation de celui-ci avant l'arrêté des comptes.

En décembre 2010, conformément à l'autorisation donnée par l'Assemblée Générale du 18 mai 2010, le Conseil d'Administration, a décidé de procéder à une réduction de capital par voie d'annulation des actions auto-détenues. Le capital a alors été ramené de 591 189,60 € à 533 722,60 € pour 2 668 613 actions de 0,20 euro de nominal chacune, toutes de même catégorie et entièrement libérées.

REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes sont établis conformément aux principes comptables généralement admis en France. Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les méthodes d'évaluation n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

PRINCIPALES METHODES UTILISEES

. Immobilisations incorporelles

- Les logiciels sont évalués à leur coût d'acquisition et amortis sur une durée d'un an.
- Les frais de développement de nouveaux produits sont inscrits à l'actif et amortis sur une durée maximale de 5 ans. Ils sont déterminés en fonction de l'analyse des fiches de suivi de chaque projet.
- Les fonds de commerce et les autres actifs incorporels assimilés sont évalués à leur coût d'acquisition. Ils font l'objet d'une éventuelle dépréciation lorsque leur valeur actuelle est devenue inférieure à leur valeur nette comptable.

. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée d'utilisation prévue. La valeur résiduelle des immobilisations à la fin de leur durée d'utilité est nulle.

Les durées d'amortissement pratiquées sont les suivantes :

- Installations et agencements	5 à 10 ans
- Matériel de transport	4 ans
- Matériel informatique	1 à 3 ans
- Mobilier	7 à 10 ans

Aucun amortissement dérogatoire n'est comptabilisé, l'amortissement dégressif appliqué au matériel informatique, étant considéré comme reflétant correctement l'obsolescence rapide de ce type d'immobilisation.

. Suivi des fonds de commerce (et autres actifs incorporels et des titres de participation, le cas échéant)

Chaque année la valeur actuelle des fonds de commerce (et des titres de participation, le cas échéant) est appréciée en fonction d'une approche multicritère (ratios utilisés par les analystes financiers du secteur tels que VE/CA, perspectives de rentabilité).

Lorsque cette valeur actuelle est inférieure à la valeur d'inventaire, une dépréciation exceptionnelle des fonds de commerce (ou des titres de participation le cas échéant) est constatée. Cette dépréciation est déterminée par référence à la valeur des flux de trésorerie actualisés (Discounted Cash Flow).

Au 31 décembre 2010, le calcul de la valeur actuelle n'a pas conduit à constater de dépréciation exceptionnelle sur les fonds de commerce.

. Autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Les valeurs mobilières de placement de type OPCVM sont comptabilisées selon la règle du FIFO.

. Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

. Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires est calculé au prorata de l'avancement des travaux. La facturation émise est donc ajustée en fonction du travail réellement effectué sur la période.

Le pourcentage d'avancement résulte d'une analyse par contrat des journées d'intervention valorisées engagées par rapport au nombre total des journées nécessaires à la réalisation des prestations prévues au contrat.

Si l'avancement des travaux réellement effectués est inférieur au chiffre d'affaires émis, un ajustement est comptabilisé au passif dans un compte de produits constatés d'avance.

Si l'avancement des travaux réellement effectués est supérieur au chiffre d'affaires émis, un ajustement est comptabilisé à l'actif dans un compte de factures à établir.

Une provision pour perte à terminaison est comptabilisée lorsque le montant prévisionnel total des journées d'intervention valorisées sur l'ensemble du contrat est supérieur à la facturation totale prévue.

. Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges correspondent aux sorties probables de ressources sans contrepartie pour la société. Ces provisions correspondent aux montants les plus probables que l'entreprise est susceptible de devoir verser.

. Engagements de retraite

Le montant des engagements de retraite est calculé selon une évaluation actuarielle prenant en compte des hypothèses de mortalité, de rotation du personnel, d'accroissement des salaires et d'actualisation. Ils ne sont pas provisionnés au bilan.

. Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel comprend les éléments dont la réalisation n'est pas liée à l'exploitation courante du groupe, et qui ne sont pas supposés se reproduire de manière fréquente ou régulière. Ainsi, les indemnités transactionnelles versées au titre des licenciements représentent des charges exceptionnelles.

. Résultat par action et résultat dilué par action

Le résultat par action est calculé en rapportant le résultat net au nombre d'actions en circulation (hors autocontrôle).

Pour le calcul du résultat dilué par action, le nombre d'actions en circulation est ajusté pour tenir compte de la conversion de toutes les actions ordinaires potentiellement dilutives, notamment des options de souscription d'actions, actions gratuites à la date d'arrêté.

DETAIL DES PRINCIPAUX POSTES DU BILAN ET DU COMPTE DE RESULTAT
(en K€)

NOTE 1 – IMMOBILISATIONS

en Keuros	Val. Brute au début de l'exercice	Acquisitions de l'exercice	Diminutions de l'exercice	Virement de poste à poste	Val. Brute en fin d'exercice
Frais de développement	101				101
Fonds de commerce	1 081				1 081
Mali de fusion	7 677				7 677
Autres immo. incorporelles	129	1	28		101
Immob. Corporelles (1)	1 713	97	155		1 655
Immob. Financières (2)	910	121	1 003		28
TOTAL GENERAL	11 610	219	1 186		10 643
(1) dont aménagés des constructions					
agencements installations	609	15	1		622
informatique	748	83	153		677
transport					
Mobilier	356				356
Immobilisations en cours					
	1 713	97	155		1 655
(2) dont entreprises liées:					
Actions propres en voie d'annulation	743	121	857		7
Prêt au personnel	9		1		7
et dont dépôts et cautionnements	158		145		14
	910	121	1 003		28

NOTE 2 – AMORTISSEMENTS

en euros	Montants au début de l'exercice	Augmenta - tions	Diminu - tions	Virment de poste à poste	Montants en fin d'exercice
Frais de développement	94	7			101
Autres immo. incorporelles	720	3	28		695
Immob. Corporelles (1)	1 072	167	137		1 102
TOTAL GENERAL	1 886	177	165		1 898
(1) dont aménagements constructions					
agencement des installations	159	59			218
informatique	651	87	137		601
transport					
Mobilier	262	22			283
	1 072	167	137		1 102

NOTE 3 – FRAIS DE DEVELOPPEMENT

Les coûts relatifs au développement d'un logiciel d'ASP dans le domaine de l'adresse ont fait l'objet d'une inscription à l'actif en 2004 pour un montant de 32 K€. Ce logiciel se trouve totalement amorti au 31/12/2009, il n'y donc pas d'amortissements sur l'exercice clos au 31/12/2010.

Les coûts relatifs au développement d'un logiciel « Marketing Factory » ont fait l'objet d'une inscription à l'actif en 2005 pour un montant de 34 K€. L'amortissement de l'exercice s'élève à 7 K€. Au 31/12/2010, ce logiciel est totalement amorti.

NOTE 4 – PROVISIONS INSCRITES AU BILAN

en K Euros	Montants au début de l'exercice	Augmen - tations	Montants repris car utilisé	Montants repris car non utilisé	Montant en fin d'exercice
Provisions pour risques et charges					
Risques sur stocks options	1				1
Autres provisions pour risques et charges	484	100	280	1	303
Risque URSSAF	379			340	40
Provisions dépréciation :					
Dépréciation des titres (SC Média)					
Créances clients	238	3	2		239
Comptes courants d'associés					
Actions propres					
Valeur Mobilières de placement	1		1		
Total provisions	1 104	103	282	341	584
Dont dotations et reprises :	d'exploitation	3	79		
	financières		1		
	exceptionnelles	100	203	341	

Le solde des autres provisions pour risques et charges au 31 décembre 2010 est essentiellement constitué de provisions pour risques salariaux.

Une reprise de provision pour litige avec l'URSSAF de 340 K€ a été effectuée suite à la décision du Tribunal Administratif.

NOTE 5 – ETAT DES CREANCES

en K Euros	Montants bruts 2010	A 1 an au plus	Entre 1 et 5 ans	A plus de 5 ans	Montants bruts 2009
Avances et acomptes	45	45			94
Clients et comptes rattachés	9 448	9 448			8 996
Personnel	60	60			72
Autres impôts et assimilés (*)	1 421	1 421			350
Comptes courants groupe					
Autres créances	66	66			87
Charges constatées d'avance	258	258			157
Total	11 298	11 298			9 756

(*) dont en 2010, créance Crédit d'Impôt Recherche à hauteur de 1000 K€

NOTE 6 – ETAT DES DETTES

en K euros	Montants bruts 2010	A 1 an au plus	Entre 1 et 5 ans	A plus de 5 ans	Montants bruts 2009
Emprunts et dettes Ets crédit	3				3
Avances conditionnées	200				260
Comptes courants associés	1				1
Dettes fournisseurs et cptes rattachés	1 982				2 276
Dettes sociales	3 937				3 530
Autres impôts et assimilés	2 480				2 292
Autres impôts et assimilés débiteurs					-36
Produits constatés d'avance	1 148				1 044
Autres dettes	554				119
Total	10 304				9 488

NOTE 7 – DIFFERENCES D'EVALUATION SUR ELEMENTS FONGIBLES

* La valeur liquidative au 31 décembre 2010 des valeurs mobilières de placement est de 2 433 K€.

Il a été procédé à une opération de rachat puis de souscription le dernier jour de l'année ; il n'existe donc aucune plus-value latente.

* La société a souscrit auprès de la banque HSBC deux certificats de dépôt pour un montant total de 3 800 K€. Les intérêts courus sur la période s'élèvent à 8 K€.

* Les autres valeurs mobilières de placement dont le montant s'élève à 15 K€ correspondent à l'achat par SOFT COMPUTING de 3 895 de ses propres actions acquises par le biais du contrat de liquidité signé avec la société ODDO corporate.

NOTE 8 : STOCKS OPTIONS

L'Assemblée Générale Extraordinaire du 10 juin 2003 a autorisé la mise en place d'un plan d'options d'achat ou de souscription d'actions destinées aux salariés dans la limite de 5% du capital de la société.

Sur ce second plan, le Conseil d'Administration a attribué deux tranches à ce jour :

Le 10 février 2004, le Conseil d'Administration a attribué une première tranche de 38 511 options au prix de souscription des actions de 4,69 €. 14 068 actions restent exerçables à ce jour.

Parallèlement le 10 février 2004, le Conseil d'Administration a attribué 40 821 options au prix d'achat des actions de 4,69 €. 19 925 actions restent exerçables à ce jour.

Le 7 avril 2005, le Conseil d'Administration a attribué une deuxième tranche de 87 500 options au prix de souscription des actions de 6,89 €. 25 000 actions restent exerçables à ce jour.

Le Conseil d'Administration n'a plus la possibilité d'attribuer des options de ce second plan, le délai étant expiré.

L'Assemblée Générale Extraordinaire du 27 mai 2005 a autorisé la mise en place d'un plan d'options d'achat ou de souscription d'actions destinées aux salariés dans la limite de 5% du capital de la société.

Sur ce troisième plan, le Conseil d'Administration a attribué une tranche à ce jour :

Le 17 octobre 2007, le Conseil d'Administration a attribué une première tranche de 145 000 options au prix de souscription des actions de 3.88 €. 122 500 actions restent exerçables à ce jour.

Le Conseil d'Administration n'a plus la possibilité d'attribuer des options de ce troisième plan, le délai étant expiré.

Les stocks options ainsi attribués peuvent être exercés au plus tôt quatre années après leur date d'attribution et au plus tard sept années après leur date d'attribution.

NOTE 9 – COMPTES DE PRODUITS A RECEVOIR ET DE CHARGES A PAYER

Produits à recevoir (en K euros)	31/12/2010	31/12/2009
Clients et comptes rattachés	1 339	1 696
Autres créances	5	23
Total	1 344	1 719

Charges à payer (en K euros)	31/12/2010	31/12/2009
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	3	3
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	668	864
Dettes fiscales et sociales	2 444	1 739
Total	3 114	2 606

NOTE 10 – COMPTES DE REGULARISATION

Produits constatés d'avance (en K euros)	31/12/2010	31/12/2009
Produits d'exploitation	1 148	1 044
Total	1 148	1 044

Les produits constatés d'avance découlent de la comptabilisation à l'avancement des contrats au forfait.

Charges constatées d'avance (en K euros)	31/12/2010	31/12/2009
Charges d'exploitation	258	157
Total	258	157

Les charges constatées d'avance découlent de la comptabilisation de factures concernant des périodes postérieures à la clôture de l'exercice.

NOTE 11 – COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL

Différentes catégories de titres	Valeur nominale	Nombre de titres			
		Au début de l'exercice	Créés pendant l'exercice	Annulés pendant l'exercice	Total en fin d'exercice
Actions ordinaires	0,20 euro	2 955 948		287 335	2 668 613

Il reste au 31 décembre 2010 en immobilisations financières 2 622 actions qui ont été acquises en vue de les annuler. Celles-ci ont été comptabilisées en compte « 277200 – Actions propres en voie d'annulation ».

Les autres actions qui figuraient dans ce compte fin 2009, ainsi que 45 000 actions acquises en janvier 2010, ont fait l'objet d'une annulation par le biais d'une réduction de capital sur décision du Conseil

d'Administration qui s'est tenu le 02 décembre 2010. Cette décision a été prise en vertu de l'autorisation donnée par l'Assemblée Générale du 18 mai 2010.

Situation des actions auto-détenues au 31 décembre 2010 :

	Fin 2010	Fin 2009
Quantité achetée	6 517	250 415
Prix d'acquisition moyen en €	3.39	3.02
Montant en K€	22	757
Frais de courtage	4	4

NOTE 12 – TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

en K euros	Capital	Primes	Réserves	Report à nouveau	Résultat exercice	Capitaux Propres Totaux
Situation au 31/12/2009	591	9 117	86	4 515	1 000	15 309
Réduction de capital	-57	-799				-857
Affectation du résultat 2009				1 000	-1 000	
Dividendes					-532	-532
Virements de poste à poste (1)				750	-750	
Résultat 2010					2 328	2 328
Situation au 31/12/2010	534	8 318	86	6 265	1 046	16 248

(1) 750 K€ ont été prélevés sur le compte de report à nouveau et affectés en réserve indisponible pour couvrir les actions propres.

NOTE 13 – REMUNERATION DES DIRIGEANTS

Les rémunérations allouées au 31 décembre 2010 aux dirigeants de la société, y compris les 2 dirigeants administrateurs, s'élèvent à 810 k€ et concernent 6 personnes au total.

Au 31 décembre 2009 ces rémunérations s'élevaient à 804 K€ et concernaient 6 personnes.

NOTE 14 – EFFECTIF MOYEN

	31/12/2010	31/12/2009
Cadres	325	326
Agents de maîtrise et techniciens		
Employés	24	30
Total	349	356

NOTE 15 – DROIT INDIVIDUEL A LA FORMATION

Au 31/12/2010, 6 642 heures de formation ont été acquises par l'ensemble des salariés dont 5 217 n'ont pas fait l'objet d'une demande de formation de la part des salariés.

NOTE 16 – CHIFFRE D'AFFAIRES

Le Chiffre d'affaires est essentiellement réalisé en France :

	2010	2009
• Banque assurance:	46 %	46 %
• Industrie:	10 %	12 %
• Distribution/ e-commerce :	19 %	18 %
• Télécoms :	8 %	9 %
• Transport et tourisme :	5 %	4 %
• Services :	12 %	11%

NOTE 17 – CHARGES ET PRODUITS FINANCIERS

	31/12/2010	31/12/2009
Produits de cession des valeurs mobilières de placement	34	33
Reprise de provisions financières	1	1
Escomptes accordés	-1	-5
Moins value sur cession de VMP		
Dotation aux provisions financières		-1
Résultat financier	34	29

NOTE 18 – CHARGES ET PRODUITS EXCEPTIONNELS

	31/12/2010	31/12/2009
Autres charges et produits exceptionnels de gestion (1)	-293	-355
Dotation aux provisions exceptionnelles (3)	-100	-476
Reprise de provisions exceptionnelles (2)	544	98
Résultat exceptionnel	151	-732

(1) dont 248 k€ d'indemnités transactionnelles et préavis versés au pôle emploi.

dont 39 k€ correspondant à une régularisation de la GMP.

(2) dont 204 k€ de reprise sur provisions pour litiges salariaux

dont 340 K€ de reprise sur provisions pour litiges URSSAF

(3) Provisions pour litiges salariaux

NOTE 19 – ACCROISSEMENTS ET ALLEGEMENTS DE LA DETTE FUTURE D'IMPOT

SITUATION FISCALE DIFFEREE	Bases	Montant d'impôt
ALLEGEMENTS EN BASES		
Provision pour perte à terminaison		
Organic	53	18
Construction		
ARD et déficits reportables		
Economie d'impôt latente (taux 33,33% au 31/12/10)	53	18

NOTE 20 – VENTILATION DE L'IMPOT SOCIETE

	Avant impôt	Impôt correspondant	Après impôt
+ Résultat courant	325		325
+ Résultat exceptionnel	151	-2 168	2 320
+ Participation	-316		-316
Résultat comptable	160	-2 168	2 328

NB : Concernant l'exercice 2009, l'identification des projets éligibles au Crédit d'Impôt Recherche ainsi que son calcul, effectué selon des modalités analogues à celles de l'exercice précédent, n'était pas achevé à la date d'arrêté des comptes annuels, en conséquence la créance d'impôt n'avait pas été comptabilisée au titre de l'exercice clos.

Le résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2010, tient compte du produit du remboursement du Crédit d'Impôt Recherche 2009 et de la créance relative au Crédit d'Impôt Recherche 2010.

NOTE 21 – ENGAGEMENTS HORS BILAN

<u>Engagements donnés</u>	<u>Montants 2010</u>	<u>Montants 2009</u>
- Indemnités de départ à la retraite	449 K€	299 K€

Le montant des engagements de retraite est calculé selon la méthode des unités de crédits projetés. Le montant de l'engagement est égal à la somme des droits individuels acquis au jour du départ à la retraite auxquels sont appliqués les éléments suivants :

Convention collective	Bureaux d'études techniques
Age de départ à la retraite	65 ans
Actualisation financière	3%
Augmentation des salaires	de 0.5% à 5% en fonction des tranches d'âge
Rotation du personnel	de 1.5% à 20% en fonction des tranches d'âge

La loi de financement de la sécurité sociale a apporté des modifications sur la situation de mise à la retraite d'un salarié à l'initiative de l'employeur. L'indemnité de départ à la retraite serait soumise à charges sociales

Total calculé des indemnités de départ à la retraite:	449 K€
Montant versé en 2009:	0 €
Total de l'engagement :	449 K€

Il n'y a pas d'engagement particulier envers les dirigeants en matière de retraite.

Une caution financière a été signée le 31/07/2008 en faveur de la SOCIETE D'ECONOMIE PARIS SEINE – SEMPARISEINE à hauteur de 195 K€ pour les locaux occupés quai de Grenelle.

Une ligne de crédit de 2 millions d'euros a été accordée à la société par la banque HSBC fin 2009. A fin décembre 2010, la société n'a pas encore utilisé ce crédit.

NOTE 22 – INVENTAIRE DES VALEURS MOBILIERES

Dénomination	Nombre de titres détenus	Pourcentage de participation	Valeur d'achat	Valeur nette d'inventaire
Soft Computing (actions Propres)	6 517,00	0,25%	22	22
Monevalor (Société Générale)	407,93	NA	2 433	2 433

Mouvements intervenus au cours de l'exercice sur les actions propres en K€:

	31/12/2009	Augmentation	Diminution	31/12/2010
Actions acquises via le contrat de liquidité	16		1	15
Actions propres pour annulation	743	121	857	7
Dépréciation des actions propres	-1	1		
Solde	758	122	858	22

La société ne comptabilise pas l'éventuelle dépréciation des actions acquises pour annulation comptabilisées en immobilisations financières. Toutefois, le cours moyen du mois de décembre 2010 ayant été de 3,91 €, valeur supérieure aux cours auxquels les actions affectées au poste « actions en voie d'annulation » ont été acquises, il n'existe aucune perte de valeur pour ces actions.

NOTE 23 : INFORMATION RELATIVE AUX HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

■ En K€

	SEREC AUDIT				GRANT THORNTON			
	Montant		%		Montant		%	
	2010	2009	2010	2009	2010	2009	2010	2009
AUDIT								
Commissariat aux comptes, Certification, examen des comptes individuels	38	37	60%	60%	25	25	40%	40%
Missions accessoires								
Sous-total	38	37	60%	60%	25	25	40%	40%
AUTRES PRESTATIONS								
Juridique, fiscal, social								
Technologies de l'information								
Audit interne								
Autres (à préciser si > 10% des honoraires d'audit)								
Sous-total	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL	38	37	60%	68%	25	25	25	32%

NOTE 24 - FACTEURS DE RISQUE

Risques clients

Soft Computing cible pour l'essentiel une clientèle de grands et très grands comptes. Les risques de défaillance des clients sur ce segment sont donc limités.

- L'activité de conseil est rarement l'objet de contentieux client. Par ailleurs, l'expérience du conseil a poussé Soft Computing, dès sa création, à mettre un accent particulier sur la qualité de ses prestations, le respect des engagements pris avec les clients et la fidélisation. Dans ces conditions, les risques de litige sur des prestations sont limités.
- Un compte client déformé en décembre par la saisonnalité de la facturation : le groupe est soumis à la saisonnalité traditionnelle des activités de conseil aux entreprises : surpondération de la facturation au quatrième trimestre et plus particulièrement en décembre. Ce phénomène tend à gonfler le compte client à fin décembre, sans que ceci constitue un risque particulier pour le groupe.
- Une attention toute particulière est apportée en permanence à la gestion des comptes clients, grâce au respect des procédures internes permettant de réduire les délais de paiement :

A fin décembre 2010, le ratio client affiche un compte client stable qui représentait 85 jours de chiffre d'affaires, contre 78 jours fin 2009.

- Un provisionnement prudent : les comptes clients sont scrutés mensuellement à la lumière des revues de projet et systématiquement provisionnés en cas de risque pressenti ou avéré. A fin décembre 2010, les provisions pour clients douteux s'élevaient à environ 3 % du compte client.

Risques de taux et de liquidité

Le niveau de trésorerie est largement positif (7,1 M€ à fin décembre 2010), la société ne fait pas appel à l'emprunt bancaire et n'utilise pas ses lignes de concours courants. Les seules dettes au bilan sont une avance non indexée conditionnée reçue dans le cadre d'un projet (0,2 M€). Toute hausse de taux aurait un impact positif sur le résultat financier.

Risques sur affaires en cours

Les risques sur affaires en cours concernent les contrats au forfait à cheval sur deux exercices. Ceux-ci ont fait l'objet d'une comptabilisation à l'avancement auditée par les Commissaires aux Comptes sur

la base des éventuels dérapages constatés sur les planifications du reste à faire à fin janvier. Fin 2010, la facturation et l'avancement réel des travaux sont globalement en phase.

Risques liés à la politique d'assurance

Dans le cadre de son activité, Soft Computing a souscrit toutes les polices d'assurance habituelles relatives à son activité. En particulier, les dommages engageant la responsabilité civile d'exploitation de Soft Computing sont couverts à hauteur de 6,1 M€ pour les dommages corporels, et 0,8 M€ pour les dommages matériels. La responsabilité civile professionnelle couvre tous dommages à hauteur de 0,8 M€.

Depuis sa création, Soft Computing a eu à faire appel à sa police d'assurance responsabilité civile une seule fois en 20 ans, au début de l'année 2009.

Le coût global des primes d'assurances est d'environ 53 K€, et les franchises sont négligeables.

Risques liés au départ d'hommes clés

La dimension humaine de l'entreprise et sa structure de gestion des ressources humaines sont des gages de stabilité des équipes, et notamment des hommes clés.

Cependant, dans l'hypothèse où des personnes clés venaient à quitter l'entreprise, le groupe pourrait subir une baisse de chiffre d'affaires liée à la perte de relations privilégiées avec certains clients. Cette baisse de chiffre d'affaires pourrait alors avoir un impact sur la rentabilité du groupe.

Risques de marché

Les disponibilités de Soft Computing sont systématiquement placées en instruments monétaires à court terme qui ne présentent aucun risque de marché.

Risque lié à la concurrence

Le positionnement de spécialiste vertical de Soft Computing protège le groupe de ces principaux concurrents qui, positionnés horizontalement, sont moins pertinents dans leur réponse au marché et, moins pointus, sont plus exposés aux retournements de cycles.

Cependant, la tendance à la concentration des fournisseurs référencés chez les grands comptes, clientèle traditionnelle du groupe, pourrait amener certains clients à préférer des prestataires plus importants en taille, bien que moins spécialisés, à des spécialistes pointus mais dont la taille est insuffisante pour générer un volume d'achat significatif à leur échelle. Cette situation, si elle s'avérait, pourrait avoir un impact sur les prix, donc sur la rentabilité du groupe, voire sur le chiffre d'affaires.

Risque lié à la délocalisation offshore

Les délocalisations touchent de plus en plus les services informatiques. Cette évolution vers la délocalisation offshore ne concerne pas le conseil et les opérations de Soft Computing qui nécessitent une proximité culturelle et physique au client. Pour la partie « technologie » qui représente près de 64 % de l'activité du groupe, les activités au forfait pourraient à terme être confrontées à une concurrence offshore à bas prix. Dans une telle hypothèse, les prix seraient tirés à la baisse et pourraient impacter négativement l'activité et la rentabilité du groupe sur un peu plus de 15 % de son périmètre actuel.

Risque lié aux évolutions technologiques

Soft Computing délivre des prestations. Le rythme actuel, relativement lent depuis 5 ans, d'évolutions technologiques est un facteur de croissance pour Soft Computing :

- Elles induisent un surcroît de travail pour assurer les migrations,
- elles tirent les activités de conseil liées aux choix d'outils.

Cependant, le capital connaissance des équipes de Soft Computing, notamment sur les offres technologiques, constitue le levier de la croissance et de la rentabilité. Une rupture technologique majeure et mal anticipée par le groupe pourrait induire un décalage entre les savoir-faire disponibles dans les équipes et la demande du marché. Dans cette hypothèse, le chiffre d'affaires et la rentabilité se verraient affectés.

Risque lié à la croissance

Soft Computing a démontré sa capacité à maîtriser sa croissance dans les périodes de fortes croissances (internes et externes), grâce à une structure d'accueil toujours adaptée en avance aux prévisions budgétaires.

La structure actuelle de Soft, les procédures de fonctionnement et les outils de pilotage permettent d'absorber facilement cette croissance :

- Recrutement : la direction des Ressources Humaines est calibrée pour recruter à un rythme supérieur à celui constaté en 2009.
- Pilotage : le système et les procédures de contrôle de gestion projet ont été encore améliorés en 2010. Dans le cadre de la mise en place du système qualité et d'un nouveau système de gestion, l'ensemble du management dispose de toutes les données relatives à chaque projet. Cette information hebdomadaire permet d'anticiper les risques projet très en amont.

Cependant, si la demande venait à se redresser plus brutalement que prévu, l'impact pourrait être pour le groupe un ralentissement de sa propre croissance, voire une décroissance de l'activité, à la suite de deux phénomènes : une tension soudaine sur le marché de l'emploi et une augmentation soudaine et forte des démissions qui perturberaient la production.

Autres risques

Les autres risques, listés ci-dessous, ne sont pas significatifs :

- Risques de garantie : néant, car aucun contrat d'ingénierie au forfait n'a été livré dans les trois mois précédents la clôture de l'exercice.
- Risques de change : néant, car la quasi-totalité des factures émises est en euros.
- Risques sur instruments dérivés : néant, car le groupe n'utilise pas d'instruments dérivés.
- Risques liés aux acquisitions futures : néant, car aucun engagement non finalisé n'a été pris au cours de l'exercice 2010, ni au cours du premier trimestre 2010, pour des acquisitions potentielles en 2011.
- Risques industriels et environnementaux : néant, car le groupe exerce exclusivement des activités de services.
- Risques réglementaires : néant.

NOTE 25 - EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Il n'y a pas d'évènement postérieur à la clôture à signaler.

C/ Rapport de gestion

RAPPORT DE GESTION

établi par le Conseil d'Administration

et présenté à l'Assemblée Générale

Ordinaire Annuelle du 17 mai 2011

Mesdames, Messieurs,

Conformément à la loi et aux statuts, nous vous avons réunis en Assemblée Générale Ordinaire Annuelle afin de vous rendre compte de la situation et de l'activité de notre Société durant l'exercice clos le 31 décembre 2010 et de soumettre à votre approbation les comptes dudit exercice.

Nous vous donnerons toutes précisions et tous renseignements complémentaires concernant les pièces et documents prévus par la réglementation en vigueur et qui ont été tenus à votre disposition dans les délais légaux.

Il vous sera ensuite donné lecture des rapports des Commissaires aux Comptes.

A. Résumé de l'activité 2010

L'exercice 2010 se solde par un Chiffre d'Affaires de 33,1 millions d'euros en baisse de 3 % alors qu'il a été multiplié par 6 en dix ans.

Dans un contexte économique encore difficile, le résultat d'exploitation de l'année 2010 ressort à 291 K€, soit 0,9 % du Chiffre d'Affaires. Les derniers mois de l'année ont été particulièrement difficiles et ont contribué à la baisse du résultat d'exploitation. En effet, l'activité du dernier trimestre a été marquée par la conjonction de perturbations en particulier sur novembre et décembre : abandons de quelques projets en cours par des clients et décalages de certaines décisions de lancement de missions par des prospects se sont combinés avec l'intégration des nombreux recrutements réalisés sur la fin de l'année.

L'ensemble a ralenti l'activité de fin d'année à la fois sur le plan de la production et du commerce.

Le résultat exceptionnel est positif en 2010 et s'élève à 151 K € contre une perte de 732 K € en 2009. L'année 2009 avait supporté des frais de restructuration importants liés à la baisse d'activité.

Le résultat net après impôt a profité d'une régularisation en 2010 du Crédit Impôts Recherche 2009 pour 1 292 K € et de la comptabilisation du Crédit Impôts Recherche 2010 pour 1 000 K €, soit un total de 2 292 K €. Cela a généré un impôt négatif augmentant le résultat net d'autant.

Le résultat net s'établit dans ces conditions à 2 328 K €, à comparer à 1 000 K € en 2009.

Au fil des mois de 2010, nous avons pu constater une reprise progressive de la demande après la crise de l'année 2009. Qui plus est, à partir du second trimestre 2010, nos grands clients ont lancé ou relancé, après près de deux ans de quasi-immobilisme, des grands projets de transformation pluriannuels autour de nos trois spécialités, le CRM, la Business Intelligence et l'e-Business. Cette relance de projets d'envergure nous donne de bonnes raisons d'être optimiste sur la demande à venir.

Notre développement en 2010 a été gêné par des difficultés à faire croître nos effectifs sous le double effet d'une tension sur le recrutement et d'un turnover plus important que les années précédentes. Face à ces constats, nous avons pris dès la fin du premier semestre 2010 une série de décisions contribuant à doper nos capacités de recrutement et de fidélisation des consultants ; nous avons commencé à en récolter les premiers fruits fin 2010 et l'impact devrait s'en amplifier sur l'exercice à venir.

B. Faits marquants de l'exercice

Dans ce contexte de retournement économique, l'amélioration du résultat par action s'est poursuivie, d'une part, grâce à nos efforts de recherche et développement et au crédit d'impôt associé et, d'autre part, grâce à l'annulation de près de 10 % des actions auto-détenues par la société. En revanche, le résultat d'exploitation a été obéré en 2010 par le coût des effectifs recrutés sur les derniers mois de l'année dont les produits apparaîtront progressivement sur 2011.

Par ailleurs, nous avons mis à profit cet exercice de transition pour ajuster notre organisation à nos ambitions. Elle repose sur la création d'une Direction des Ressources Humaines intégrée, la mise en place d'une Direction du Développement dédiée au commerce, et l'organisation des Centres de Profit par « practices » regroupant les compétences de même nature autour de référents experts. Cette nouvelle organisation effective dès janvier 2011

devrait supporter nos ambitions en dopant nos capacités de recrutement et de fidélisation, en augmentant notre couverture commerciale et en accroissant le niveau de nos expertises donc notre attractivité sur le marché.

C. Evènements importants survenus entre la date de clôture et la date du rapport de gestion

Il n'y a pas eu d'évènement particulier.

D. Activité

1 – Présentation

Soft Computing est une société de conseil et de services spécialisée en Gestion de la Relation Client (CRM), Pilotage de la Performance (Business Intelligence) et e-Business. La société compte près de 400 consultants et propose des prestations de Conseil, de Technologie et de Marketing Services auprès des Directions Métiers et des Directions Informatiques de ses clients, principalement grands comptes.

Les actions de la société Soft Computing sont cotées sur le compartiment C de NYSE Euronext Paris (ISIN : FR0000075517, Reuters : SFT.PA, Bloomberg : SFT.FP) et font partie de l'indice IT.CAC Allshares. L'introducteur - Teneur de Marché est la société Oddo.

2 – Evolution du Chiffre d'affaires 2010

Le Chiffre d'affaires du groupe Soft Computing ressort à 33,1 millions d'euros, en baisse de 3% par rapport à l'exercice 2009.

La ventilation du Chiffre d'Affaires par secteurs reste globalement stable. Le secteur de la Banque / Assurance est stable (46% en 2010 comme en 2009). La Distribution incluant le eCommerce, le Luxe et la VPC, voit sa part progresser une nouvelle fois, en passant de 18% à 19 % du Chiffre d'Affaires. Il en est de même pour les Services et le Tourisme&Transport qui gagnent un point en passant respectivement à 12% et 5%. En revanche, l'Industrie baisse en passant de 12 à 10% comme les Telecom qui voient leur part baisser de 1 point et sont à 8%.

L'activité de l'année 2010 est particulièrement contrastée entre les pôles :

- Le pôle Marketing Services poursuit sa croissance et réalise une progression de 9 %. Cette croissance atteste de la qualité et du bon positionnement de l'offre.
- Le pôle Technologie est en baisse de 6 %, notamment sous l'effet d'une réduction de 22 % de la sous-traitance.
- Le pôle Conseil reste quasiment stable sur la période des trois derniers trimestres de 2010 et représente 7 % du Chiffre d'Affaires 2010.

La part de l'étranger représente environ 5 % de l'activité globale 2010.

E. Evolution récente et perspectives d'avenir

La majorité des clients importants de Soft Computing ont engagé des programmes de transformation autour de ses spécialités, CRM, BI et e-Business. Pour répondre à leur demande, la société a recruté de manière importante sur la fin de l'année et poursuit ses efforts pour accroître ses capacités. Cette stratégie pèsera sur la rentabilité du premier semestre mais devrait porter progressivement ses fruits en 2011.

F. Comptes

a) Examen du compte de résultat

Les comptes qui vous sont présentés ont été établis selon les mêmes formes et les mêmes méthodes que celles retenues pour l'exercice clos le 31 décembre 2009.

La société Soft Computing a réalisé en 2010 un chiffre d'affaires de 33,1 M€, en baisse de 3% sur l'année précédente.

Le résultat d'exploitation ressort pour l'exercice à un bénéfice de 0,3 M€, en baisse comparé à 2009 (0,6 M€).

Le résultat financier est positif de seulement 34 K €, malgré un bon niveau de trésorerie. La société a en effet subi en 2010, comme en 2009, les conséquences de la baisse des taux de rendement des placements financiers.

Le résultat exceptionnel est positif en 2010 et s'élève à 151 K € contre une perte de 732 K € en 2009. Le litige avec l'URSSAF a été dénoué en fin d'année en faveur de la société et cela a donc généré une reprise sur provision de 0,4 M€ qui a permis de couvrir les charges exceptionnelles.

Le résultat net 2010 est un bénéfice de 2 328 K€, à comparer à un bénéfice de 1 000 K€ en 2009. L'écart entre les deux années est accentué par la comptabilisation en 2010 du Crédit d'Impôt Recherche 2009 et 2010 qui s'élèvent respectivement à 1 292 K€ et 1 000 K€ alors qu'en 2009, seul le Crédit d'Impôt Recherche 2008 avait été comptabilisé. Par ailleurs, le résultat fiscal positif permet le versement aux salariés d'une participation d'un montant de 316 K€.

b) Examen du bilan

Actif immobilisé : Celui-ci passe de 9,7 M€ à 8,8 M€ sur l'année 2010. Cette baisse est essentiellement liée à l'annulation des actions enregistrées en immobilisations financières en 2009. En effet, en décembre 2010, conformément à l'autorisation donnée par l'Assemblée Générale du 18 mai 2010, le Conseil d'Administration, a décidé de procéder à une réduction de capital par voie d'annulation des actions auto-détenues. A fin décembre 2009, le montant de ces actions propres en voie d'annulation s'élevait à 743 K€ contre 7 K€ seulement fin 2010.

Actif circulant : Celui-ci passe à 18,1 M€ contre 16,0 M€ sur l'année 2009. Les créances augmentent de 5% (soit 0,4 M€) en raison d'une forte facturation sur le mois de décembre (+ 22% par rapport à décembre 2009). La trésorerie progresse de 9% (soit +0,6 M€), grâce à l'amélioration du BFR et à l'encaissement du Crédit Impôt Recherche 2009, qui ont permis de financer par ailleurs le versement de dividendes pour 0,6 M€.

Capitaux propres : Ceux-ci augmentent par rapport à l'année 2009 et passent de 15,3 à 16,2 M€ malgré le versement d'un dividende prélevé sur le report à nouveau et une réduction de capital, grâce au résultat qui est un bénéfice de 2,3 M€.

Dettes : Les dettes s'élèvent à 10,3 M€ contre 9,6 M€ en 2009. Cette hausse est liée à la l'augmentation des dettes fiscales et sociales et des autres dettes.

Le poste fournisseurs (factures reçues) s'élève à 1 314 K€. Les délais de règlements sont les suivants :

Délais fournisseurs en K€		
	31/12/2010	31/12/2009
de 0 à 30 jours	997	1 066
de 31 à 90 jours	191	161
+ de 90 jours	126	112
Total	1 314	1 339

c) Activité en matière de R & D

Les marques Soft Computing ainsi que les noms de domaine Internet correspondants sont déposés en France par Soft Computing.

SOFT COMPUTING ayant formalisé son processus de recherche et développement a obtenu fin 2002 la qualification d' « entreprise innovante » par l'ANVAR. Cette qualification a été renouvelée en 2006. Par ailleurs, la société a obtenu courant octobre 2008, et pour une durée de 3 ans, l'agrément d' « Organisme de Recherche et Développement » de la part du Ministère de l'enseignement Supérieur de la Recherche.

Sur les 4 dernières années, des solutions ont été développées :

- un logiciel d'ASP dans le domaine de l'adresse en 2004
- une solution MFA pour du marketing opérationnel en 2005
- un programme de développement d'une plate forme générique d'améliorations de la qualité et d'enrichissement de données « tiers » et services associés en 2006/2007.

Les coûts relatifs au développement du logiciel d'ASP dans le domaine de l'adresse ont fait l'objet d'une inscription à l'actif en 2004 pour un montant de 32 K€. Ce logiciel se trouve totalement amorti au 31/12/2009, il n'y donc pas d'amortissements sur l'exercice clos au 31/12/2010.

Les coûts relatifs au développement d'un logiciel de MFA ont fait l'objet d'une inscription à l'actif en 2005 pour un montant de 34 K€. L'amortissement de l'exercice s'élève à 7 K€. Au 31/12/2010, ce logiciel est totalement amorti.

Les coûts relatifs au développement d'une plate forme générique d'amélioration de la qualité et d'enrichissement de données "tiers" et services associés ont fait l'objet d'une inscription à l'actif en 2006 pour un montant de 35 K€. En 2007, la totalité des 35 K€ a fait l'objet d'un amortissement en raison des faibles perspectives de réussite commerciale du projet.

d) Actions propres

A fin décembre 2010, SOFT COMPUTING a acquis 3 895 de ses propres actions par le biais du contrat de liquidité signé avec la société ODDO corporate pour une valeur de 15 K€.

Par ailleurs, il reste au 31 décembre 2010 en immobilisations financières 2 622 actions qui ont été acquises en vue de les annuler.

A la clôture il reste :

Quantité achetées : 6 517 actions

Prix d'acquisition moyen : 3,39 €

Montant : 22 116.39 €

Frais de courtage : 3 803 €

Valorisation de l'action au 31 décembre 2010 : 3,89 €

A la clôture de l'exercice 2010, les actions propres acquises via le contrat de liquidité ont une valeur d'inventaire de 7 053,18 € avec un cours moyen unitaire du mois de décembre 2010 de 3,91 €.

e) Changement de méthodes comptables

Aucun changement de méthode n'est constaté sur l'exercice.

G. Situation et évolution de l'activité des filiales

Il n'existe donc plus de filiale depuis le 1^{er} janvier 2009.

H. Renseignement relatif à la répartition du capital

Il n'y a pas eu de changements majeurs sur le contrôle de Soft Computing en 2010. La part d'auto détention est passée à 0,25% du capital.

	Au 31 décembre 2009			Au 31 décembre 2010		
	Nombre d'actions	% capital	% des droits de vote	Nombre d'actions	% capital	% des droits de vote
Eric FISCHMEISTER	935 474	31,65%	37,24%	935 474	35,05%	39,77%
Gilles VENTURI	932 000	31,53%	39,25%	933 000	34,96%	41,74%
Soft Computing (Autodétention)	250 415	8,47%	5,32%	6 557	0,25%	0,15%
Autres (1)	19 762	0,67%	0,82%	19 762	0,74%	0,87%
Public	818 297	27,68%	17,37%	773 820	29,00%	17,46%
TOTAL	2 955 948	100,00%	100,00%	2 668 613	100,00%	100,00%

(1) Actionnaires inscrits au nominatif

NB : La proportion du capital de Soft Computing détenue par ses salariés au travers d'une gestion collective est inférieure à 3%.

I. Proposition d'affectation du résultat

Nous vous proposons de bien vouloir approuver les comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexe) tels qu'ils vous sont présentés et qui font apparaître un bénéfice de 2 327 909 € que nous vous proposons d'affecter en report à nouveau.

Par ailleurs, nous vous proposons de réaffecter au poste report à nouveau la somme de 742 000 € prélevée sur le poste réserve indisponible. Cette réserve est devenue sans objet depuis la réduction de capital décidée par le conseil d'administration du 2 décembre 2010.

De plus, nous vous proposons le versement d'un dividende de 0,30 € par action prélevé sur le report à nouveau.

Afin de nous conformer aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, nous vous rappelons que le montant des dividendes mis en distribution au titre des trois exercices précédents et celui de l'avoir fiscal correspondant ont été les suivants :

EXERCICE	DIVIDENDE NET	AVOIR FISCAL
2007	-	-
2008	-	-
2009	532 467,86	-

J. Stock options

L'Assemblée Générale du 22 mai 2008 a décidé la mise en place d'un plan d'options de souscription ou d'achat d'actions destinées aux salariés, valable pour une durée de 38 mois, soit jusqu'au 22 juillet 2011. Le solde disponible pour de futures distributions est de 170 446 options au 31 décembre 2010.

Tous les plans précédents sont expirés.

Tableau récapitulatif des titres donnant accès au capital

OPTIONS DE SOUSCRIPTIONS OU D'ACHATS	Plan 2 / Tranche 2	Plan 3 / Tranche 1
Nature	Souscription	Achat
Date d'assemblée	10/06/2003	27/05/2005
Date du conseil d'administration	07/04/2005	17/10/2007
Nombre total d'actions pouvant être souscrites/achetées	28 000	122 500
Nombre d'actions pouvant être souscrites par les dirigeants	-	47 500
Nombre de dirigeants concernés	-	4
Point de départ d'exercice des bons / options	07/04/2009	17/10/2011
Date d'expiration	07/04/2012	17/10/2014
Prix de souscription / d'achat	6,89 euros	3,88 euros
Nombre d'actions souscrites/achetées au 31/12/2010	0	0

Informations relatives à la dilution potentielle du capital de Soft Computing

Nature des instruments potentiellement dilutifs	Date d'émission	Prix d'exercice	Identité des détenteurs de ces instruments	Période d'exerçabilité		Dilution potentielle pouvant résulter de l'exercice de ces instruments
				Par détenteur	Nombre d'actions auxquelles donnent droit ces instruments	
BSA						
BSPCE						
Options de souscription d'actions	25/2/02	5,12 €	Salariés	Salariés	-	0,0%
Options de souscription d'actions	10/2/04	4,69 €	Salariés	Salariés	14 068	0,5%
Options de souscription d'actions	7/4/05	6,89 €	Salariés	Salariés	28 000	1,0%
Obligations convertibles						
Obligations remboursable en actions						
Total de la dilution provenant des options de souscription					42 068	1,6%
Actions gratuites	16/3/10	0,00 €	Salariés	Salariés	96 261	3,6%
Total de la dilution provenant des actions gratuites					96 261	3,6%
Dilution totale					138 329	4,9%

Informations sur les options de souscription ou d'achat d'actions

OPTIONS DE SOUSCRIPTION OU D'ACHAT D'ACTIONNAIRES CONSENTIES A CHAQUE MANDATAIRE SOCIAL ET OPTIONS LEVEES PAR CES DERNIERS	Nombre d'options attribuées / d'actions souscrites ou achetées	Prix	Date d'échéance	Plan N°
Options consenties durant l'exercice 2009 à chaque mandataire social par l'émetteur et par toute société du groupe	-			
Options levées durant l'exercice 2009 par chaque mandataire social	-			
Options consenties durant l'exercice 2010 à chaque mandataire social par l'émetteur et par toute société du groupe	-			
Options levées durant l'exercice 2010 par chaque mandataire social	-			

OPTIONS DE SOUSCRIPTION OU D'ACHAT D'ACTIONNAIRES CONSENTIES AUX DIX PREMIERS SALARIES NON MANDATAIRES SOCIAUX ATTRIBUTAIRES ET OPTIONS LEVEES PAR CES DERNIERS	Nombre d'options attribuées / d'actions souscrites ou achetées	Prix	Date d'échéance	Plan N°
Options consenties durant l'exercice 2009 par l'émetteur et par toute société comprise dans le périmètre d'attributions des options, aux dix salariés de l'émetteur et de toute société comprise dans ce périmètre, dont le nombre d'options ainsi consenties est le plus élevé :	-			
Options détenues sur l'émetteur et les sociétés visées précédemment, levées, durant l'exercice 2009 par chaque mandataire social	-			
Options consenties durant l'exercice 2010 par l'émetteur et par toute société comprise dans le périmètre d'attributions des options, aux dix salariés de l'émetteur et de toute société comprise dans ce périmètre, dont le nombre d'options ainsi consenties est le plus élevé :	-			
Options détenues sur l'émetteur et les sociétés visées précédemment, levées, durant l'exercice 2010 par chaque mandataire social	-			

K. Rémunération des mandataires sociaux (exercice 2010)

	2010	2009
Eric FISCHMEISTER	: 135 000 €	130 000 €
Gilles VENTURI	: 135 000 €	133 000 €

Cette rémunération est composée d'une partie fixe de 125 000 €, et d'un complément versé en prime.

Aucun engagement particulier de la société n'a été consenti aux mandataires sociaux à raison de la prise, de la cessation ou du changement de leurs fonctions ou postérieurement à celles-ci.

L. Liste de l'ensemble des mandats et fonctions exercées par les administrateurs dans toute société durant l'exercice

En application de la Loi n° 2001-420 du 15 mai 2001 relatives aux nouvelles régulations économiques, nous vous présentons la liste de l'ensemble des autres mandats et fonctions exercées par chacun de vos mandataires, dans toutes sociétés, durant l'exercice :

Administrateur	Sociétés
Eric FISCHMEISTER	
Gilles VENTURI	Voltaire Fund (UK) ****,
François-Henri PINAULT	Artémis, Financière Pinault**, Fnac, Pinault-Printemps-Redoute, SC Château Latour***, Yves Saint Laurent*, Sapardis, Redcats, Boucheron *, Christie's International****, Gucci****, Sowind Group, Puma****, Bouygues, CFAO*
Emmanuel CHAIN	Jouve et Associés*, Eléphant et Compagnie**

Légende :

Pas d'étoile : administrateur

* Membre du Conseil de Surveillance

** Gérant

*** Membre du Conseil de Gérance

**** Board of Directors

M. Dépenses non déductibles fiscalement.

Conformément aux dispositions des articles 223 quater et 39-4 du Code général des impôts, nous vous demandons enfin d'approuver les dépenses et charges visées aux dits articles dudit code, qui s'élèvent à un montant global de 24 732 €.

N. Tableau des résultats des cinq derniers exercices.

Au présent rapport est annexé, conformément aux dispositions de l'article 148 du décret du 23 mars 1967, le tableau faisant apparaître les résultats de la Société au cours de chacun des cinq derniers exercices.

O. Conséquences sociales de l'activité

1. Effectif

L'effectif du groupe augmente de 2,3% en 2010. Il est de 351 personnes au 31 décembre 2010 contre 343 personnes au 31 décembre 2009.

112 personnes ont été embauchées sur l'année. Il y a eu 104 départs. Le taux global de rotation non maîtrisée du personnel en 2010 est d'environ 20 %.

A la fin de l'année 2010, Soft Computing comptait 3 contrats à durée déterminée. Une dizaine de CDD complémentaires ont été conclus sur de courtes durées pour des opérations d'enquête ponctuelles.

2. Organisation du temps de travail

L'horaire moyen mensuel est de 151,67 heures. Onze salarié(e)s bénéficient de contrats à temps partiel dont sept sont des congés parentaux d'éducation, un congé parental, et un congé sabbatique de un an sont en cours. De plus un congé sabbatique a été accordé en 2011 d'une durée de un an.

Il est très peu fait appel aux heures supplémentaires, des surcharges ponctuelles se trouvent régularisées par l'annualisation du temps de travail.

3. Rémunérations

Les salaires moyens ont augmenté de 1,9 % en moyenne entre 2009 et 2010.

Le bilan concernant l'égalité professionnelle hommes/femmes fait apparaître des écarts d'environ 1 à 5% selon les catégories professionnelles, dans un sens comme dans l'autre.

L'analyse n'est pas aisée compte tenu de la taille des échantillons combinée, à des métiers différents, et à des facteurs complémentaires comme l'âge, l'ancienneté, le lieu géographique pour une même catégorie.

Présentés au comité d'entreprise, ces écarts n'ont pas été retenus comme significatifs car la moyenne des écarts est globalement faible. Pour les maxima, des indicateurs objectifs de type âge ou ancienneté entraînent forcément des différences dans un sens ou dans l'autre lorsque l'échantillon est réduit.

4. Relations professionnelles

Rien à signaler concernant les relations professionnelles.

5. Conditions d'hygiène et sécurité

Rien à signaler

6. Formation

La Formation professionnelle continue est considérée dans le groupe comme un atout majeur de compétitivité et de qualité de service.

Le gros travail de fond initialisé en 2009 pour développer la formation, a été poursuivi en 2010 tout particulièrement sur la formation interne.

Les dépenses de formation 2010 représentent environ 3,1% de la masse salariale (à comparer à 2,6% en 2009), largement au-dessus des enveloppes légales, avec une moyenne de 2 jours par personne.

Des investissements significatifs ont été alloués en formation interne. Par ailleurs, nous avons dû dégager un budget d'achat de formation complémentaire compte tenu de la forte diminution de la contribution financière du Fafiec à la formation, tant sur les actions collectives que sur la cotisation des 0,225%.

7. Emploi et insertion des travailleurs handicapés

Le groupe emploie pas à ce jour de travailleur handicapé et travaille avec l'AGEFIPH pour les postes à pourvoir compatibles avec l'emploi de handicapés. Le groupe a recours régulièrement à l'ESAT.

L'entreprise s'acquitte de ses obligations en termes de contribution.

8. Œuvres sociales

Les dotations aux œuvres sociales du CE sont égales à 0,24% de la masse salariale du groupe. Elles ont permis pour l'année 2009 l'organisation de :

Un abonnement à CANAL CE pour un certain nombre de services comme la billetterie, l'achat de chèques vacances, une subvention à un abonnement sportif ou culturel, une subvention pour un abonnement au Forestill, un voyage à New York, un voyage à Dublin, un après midi récréatif avec distribution de cadeaux de Noël aux enfants, et enfin, la remise de chèques cadeaux et de chèques naissance.

9. Sous-traitance

Le groupe fait peu appel à la sous-traitance (une vingtaine de consultants en moyenne par an), en cas de besoin d'une expertise spécifique, achetée soit chez un éditeur, soit en freelance, soit dans une SSII.

10. Environnement

Le groupe a signé fin 2005 le Pacte Mondial des Nations Unies pour le développement durable. " un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs ".

Notre activité de services est par nature peu impactante sur l'environnement, mais nous pouvons y contribuer modestement en étant vigilant sur les consommables et le papier, sur l'électricité et l'eau, sur les émissions de Co2 liées aux déplacements de nos salariés, et sur la manière dont nous pouvons intensifier notre action en faveur des handicapés.

P. Conséquences environnementales de l'activité

Néant, car le groupe exerce exclusivement une activité de services

Q. Délégation accordée par l'assemblée générale au conseil d'administration en matière d'augmentation de capital

1 Actions gratuites

Par décision de l'Assemblée Générale Mixte du 22 mai 2008, le conseil d'administration a été autorisé à procéder, en une ou plusieurs fois, conformément aux articles L 225-197-1 et L 225-197-2 du Code de Commerce, à l'attribution d'actions ordinaires de la société, existantes ou à émettre au profit :

- Des membres du personnel de la société ou des sociétés qui lui sont liées directement ou indirectement au sens de l'article L 225-197-2 du Code de commerce ou de certaines catégories d'entre eux,
- Et/ou des mandataires sociaux qui répondent aux conditions fixées par l'article L. 225-197-1 du Code de commerce.
-

Le nombre total d'actions ainsi attribuées gratuitement ne pourra dépasser 10 % du capital social existant au jour de la première attribution décidée par le conseil d'administration.

Cette autorisation expire le 27 juillet 2011.

2 Autres délégations

L'assemblée générale mixte du 19 mai 2009 a autorisé le conseil d'administration à procéder à diverses opérations sur le capital de la société :

Nature de l'opération	Plafond	Date d'autorisation	Date d'expiration
Augmentation de capital réservée aux actionnaires	2 000 000 euros	19/5/09	19/7/11
Emission de diverses valeurs mobilières avec suppression du DPS	2 000 000 euros	19/5/09	19/7/11
Augmentation du montant des émissions en cas de demandes excédentaires	2 000 000 euros	19/5/09	19/7/11
Augmentation de capital social en vue de rémunérer des apports en nature de titres	10% du capital social	19/5/09	19/7/11
Emission d'actions réservées aux adhérents PEE	20 000 euros	19/5/09	19/7/11
Réduction de capital dans le cadre d'un programme de rachat d'actions	10% du capital social	19/5/09	24/5/11

Abréviations :

DPS : Droit Préférentiel de Souscription

PEE : Plan d'Epargne Entreprise

R. Principaux risques et incertitudes auxquelles la société est confrontée

La société n'est confrontée à aucun risque ou incertitude majeures autres que ceux indiqués dans l'annexe.

Le Conseil d'Administration

**TABLEAU DES RESULTATS ET AUTRES ELEMENTS CARACTERISTIQUES DE LA
SOCIETE AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES**

NATURE DES INDICATIONS	Exercice 2006	Exercice 2007	Exercice 2008	Exercice 2009	Exercice 2010
CAPITAL EN FIN D'EXERCICE :					
Capital social	647 213	647 693	591 190	591 190	533 723
Nombre des actions ordinaires existantes	3 236 067	3 238 467	2 955 948	2 955 948	2 668 613
Nombre des actions à dividende prioritaire (sans droit de vote) existantes					
Nombre maximal d'actions futures à créer :					
Par convention d'obligations					
Par exercice de droit de souscription					
OPERATIONS ET RESULTATS DE L'EXERCICE :					
Chiffre d'affaires hors taxes	18 555 606	20 311 636	36 705 215	34 118 151	33 050 110
Résultat avant impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	681 981	347 022	2 317 438	537 250	133 597
Impôts sur les bénéfices	65 141	17 468	331 114	-1 147 329	-2 168 189
Participation des salariés due au titre de l'exercice					
Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	116 191	-7 711	1 315 969	999 531	2 327 909
Résultat distribué	0	0	0	0	0
RESULTAT PAR ACTION :					
Résultat après impôts, participation des salariés mais avant dotations aux amortissements et provisions	0.19	0.10	0.67	0.57	0.74
Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	0.04	PM	0.45	0.34	0.87
Dividende attribué à chaque action	0.00	0.00	0.00	0.00	0.20
PERSONNEL :					
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	159	172	362	356	349
Montant de la masse salariale de l'exercice	7 964 359	8 235 678	16 869 213	16 232 045	16 150 903
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux de l'exercice (sécurité sociale, œuvres sociales)	3 806 874	4 048 384	8 690 288	8 070 747	8 061 476

D/ Rapport des contrôleurs légaux

Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes annuels

Société Soft Computing

Exercice clos le 31 décembre 2010

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2010 sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société **SOFT COMPUTING**, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1 Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note « *faits caractéristiques* » et la note 20 de l'annexe relative à la comptabilisation des Crédits d'Impôts Recherche 2009 et 2010.

2 Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

La valeur actuelle des fonds de commerce et autres actifs incorporels assimilés fait l'objet d'un suivi et, le cas échéant, d'une dépréciation selon les modalités qui figurent dans le paragraphe « Suivi des fonds de commerce » de la note « *Règles et méthodes comptables* » de l'annexe. Sur la base des informations qui nous ont été communiquées, nous avons apprécié les données et hypothèses utilisées par la direction pour déterminer la valeur actuelle et vérifié que les notes de l'annexe donnent une information appropriée.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

3 Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L. 225-102-1 du Code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.


Paris, le 22 avril 2011

Serec Audit



Benoit Grenier

Grant Thornton
Membre français de Grant Thornton International



Vincent Frambourt